

Lula au Planalto: praxis et maïeutique

Candido Mendes

LA POPULARITÉ SUBVERSIVE DE LULA

Le deuxième mandat de Lula a créé des conditions inédites pour la conscience soutenue du changement en Amérique Latine. On ne peut que reconnaître la popularité ascendante du président — en dehors de la chute du PT — comme étant le seuil de cette nouvelle subjectivité collective au pouvoir, en tant qu'accès du pays de la marginalité au gouvernement.

Le parti atteint par les classiques dénonciations de corruption sur le mode des crises du *status quo*, la force de Lula n'a pas été touchée dans la conscience foncière-

re qui le porta au Planalto. De la même manière, ce renforcement n'a mené à aucun autoritarisme charismatique ou à de nouveaux populismes au profil de l'Amérique bolivienne et andine. Il s'agissait d'une mobilisation fondatrice, face aux deux Brésils, quand le pays émergent réussit, pour la première fois, à imposer son temps social à l'horizon du devenir national (Chauí, 2004).

La réponse de cet inconscient collectif a résisté malgré la sensation d'un anti climax politique devant la nouvelle option de Lula en face des satisfactions concrètes d'intérêts, supposées par le partage classique du pouvoir.

Cette permanence de la popularité présidentielle reflète un contrepoin grandissant entre le convenu d'une "opinion publique" et le "peuple de Lula", dans un appui qui dépasse les jeux établis de normalité du système exposé aux pressions du moralisme, aux clameurs classiques des crises propre au *status quo* d'avant le développement. De plus, ce support soutient Lula au-delà du simple conformisme avec les présupposés formels du régime et du maintien de la démocratie.

L'ÉCHEC DU MORALISME

Le pays est arrivé en 2007 à un *acumen* paradigmatique, où l'offensive contre le Planalto bénéficia des surcroûts de scandales advenus au PT et à ce que représentait, *prima facie*, l'issue de la différence et l'accès inédit de l'"autre pays" au gouvernement. Dénoncé comme

étant rongé par la corruption dès son arrivée à l'Exécutif, le parti subissait, à côté des remontrances classiques, le choc apparemment sans retour d'une démystification de sa pureté, dévorée par la même appropriation des bénéfices de la chose publique de notre tradition politique. Croulant sous les critiques de l'*ethos* politique exigé de tout exercice attendu du pouvoir, le PT souffrait en plus d'une perte de la croyance en une décontamination de principe à la tentation du système. Cet éblouissement de l'aura petiste a bravé tout retard des premiers résultats d'une politique à ciel ouvert des travaux publics auxquels s'habituaient l'imaginaire du pays installé.

Un sentiment d'anticlimax, vu dans l'opposition par le *status quo*, avec le retour cyclique de l'abomination des mains sales du gouvernement. Classiquement aussi, en mai 2007, le moralisme moulaît son rejet dans un premier mot-d'ordre de déstabilisation: "Nous en avons assez!", "Ras le bol!": — le "Cansei!" — arboré de façon exemplaire par les parades civiques des secteurs les plus riches de São Paulo. Soutenues par le massacre médiatique habituel, ces parades exprimaient l'alliance traditionnelle des classes moyennes avec les paliers les plus aisés du pays et le monopole de la dite "opinion publique". C'était la reproduction du phénomène classique, dans la poussée sociale du développement brésilien, du décalage entre la classe moyenne et le prolétariat dit "organique" et, *a priori*, avec le pays de la marginalité (Weffort, 1977). L'inédit au Brésil à ce moment, fut que

la mobilisation des démunis se fit à l'écart des convergences naturelles avec la mouvance des travailleurs dans leur discipline syndicale. De la même façon, le caractère inébranlable de la montée originale en faveur de Lula assura la toile de fond d'un soutien institutionnel, passé au fait consommé de son avènement.

AU-DELÀ DU PT AUX MAINS SALES

La dernière année a montré — en même temps que le déclin du PT et de sa médiation prévue pour la représentation de l'“autre pays” — la résistance farouche de cet inconscient collectif à tout aval par l'opinion publique. Elle tient par les sondages d'appui paradoxaux devant la condamnation du pays officiel.

L'évaluation de la popularité durant les deux derniers trimestres de cette année montrent cet effet de simple percussion — mais non d'atteinte — du scandale de la corruption, parmi le “peuple de Lula”, en contraste avec la condamnation du Président par le Brésil à la pression médiatique saturée. De janvier à août, ont été maintenues à 66% les réponses de la population brésilienne à l'évaluation entre “très bon”, “bon” et “régulier” de Lula. Le dernier bimestre n'a fait que reprendre le taux ascendant, par lequel le gouvernement devançait le barrage extrême de l'opinion publique.

De même, c'est le nouvel enjeu de la démocratie profonde qui ne fait que renforcer la position du gouver-

nement, en se remettant à la punition effective et au déjouement cathartique des rhétoriques d'abomination délestées par le *status quo*. Il serait question d'une rupture définitive et d'un tournant de page avec le "laisser faire", aussi impliqué dans le réglage. On pourrait remarquer l'avance intrinsèque des différences politiques en dépassant le niveau simplement rotatif par lequel le cri de la corruption assurait, par ses crises cycliques, le maintien inébranlable du *status quo* (Faoro, 1973). On pourrait alors découvrir la rupture des poids établis de la *cosanostra*, et l'arbitrage du tolérable, selon le pacte implicite et continu du système.

DÉMOCRATIE ET CORRUPTION MODERNISÉE

Cette popularité résistante du président est devenue pratiquement subversive pour la vision traditionnelle du système et ses jeux reconnus d'abat et de remise en question face aux débordements de la corruption consentie, par laquelle le *status quo* abaissait le pont-levis pour sa clientèle vers le pouvoir, son budget et ses appropriations "démocratiques".

A la teneur de son inertie, le vieux système se perfectionne au sein du développement institutionnel et des nouvelles opportunités ouvertes par la complexité de l'appareil public. Les gouvernements du PSDB antérieurs à Lula, virent la constitution d'une multientreprise de détournement de fonds publics, parvenue à un anonymat

et à une flexibilité irrésistibles, au passage, au creux et au silence des systèmes, en bénéfice privé. Crypto-transferts de comptes, entre dépôts publics et particuliers, dépenses publicitaires de gouvernements, comptabilités byzantines entre premières destinations et dernières réceptions des crédits, dans la panoplie ultra sophistiquée des commissions ou des partages électroniques.

La mise en oeuvre par le gouvernement Lula d'une police fédérale qui reçut carte blanche pour sa tâche d'investigation remit immédiatement en question les niveaux de tolérance publique en matière de corruption, facilitée par cet engrainage ultra moderne (Mendes, 2006). Les fouilles policières permirent d'ouvrir l'éventail des allocations financières personnelles du Parlement lors de votes avec l'Exécutif; des prélèvements sur les travaux publics dans le budget du gouvernement et de ses partis; l'emploi de ces fonds pour les campagnes électorales. Mis à l'épreuve, l'ethos politique ne fit que redresser d'emblée le niveau de permissivité générale de la corruption. Il le réduisit tout simplement, et dans l'épannelée générale, le PT ne pouvait que s'aligner sur les mêmes bienveillances, comme "nouveau venu" au régime.

L'échappée du "peuple de Lula" devant le monopole de l'opinion publique élimina une fois pour toute, non seulement le choc moraliste, mais les limites même de sa *manu longa*, représentée par les tentatives de démoralisation anonymes contre le PT — qui avortèrent grâce à la "chasse aux chasseurs" de la police fédérale.

La nouvelle avancée de la popularité du président renforce déjà ce premier paradoxe suivant lequel, bien qu'atteints par la corruption et le *mensalão*, plusieurs membres du parti assurèrent néanmoins leur réélection, malgré leur protagonisme ostensif. Mais l'aura fut battue en brèche par l'organisation des nouvelles majorités. Quoiqu'il en soit, cette généralisation de la dénonciation contre la corruption obligea le système à s'assurer d'un minimum de dégâts par le *status quo*.

Le nouveau vis-à-vis de la tolérance et de la corruption accepta par principe le courroux contre le *mensalão* mais en le remettant toutefois — et en toute satisfaction symbolique — à la reconnaissance abstraite de nouveaux élus. L'idée d'une réforme politique qui empêcherait clairement l'abus économique au Législatif n'avancera pas au Congrès, tant qu'elle se concentrera sur le financement public des campagnes politiques. L'inertie continuera de bénéficier les apports financiers privés aux élections, échangés par une commission sur l'octroi des travaux publics, étendus, eux aussi, au fonds de propagande systématique du gouvernement. Les conclusions des Commissions d'Éthique se terminent par un transfert des responsabilités finales aux *plenaria* d'acquiescement. Traînées dans de tels limbes, les dénonciations s'accrochent à l'état général du système et à sa *Realpolitik*.

Les procès poussés au somnambulisme, les verdicts sans décision, les contre menaces permanentes ont per-

mis que les blâmes contre le PT s'atténuent, délivrés de manière diffuse aux dernières élections générales et sans la mise en quarantaine du parti, attendue à cause de la force des premières attaques, et leur impact présumé sur "l'opinion publique". La légende tenait encore, grâce à une fidélité corporative préalable, dont il hérita de la première mobilisation pour le tournant de page. Les élections de 2006 montrèrent finalement le port de ce décalage.

LES RANÇONS DE L'INCONSCIENT COLLECTIF

Les faits successifs du "mensalão" menant au procès criminel devant la Cour Suprême ne semblent pas avoir nui à cette solidité des six premiers mois du deuxième mandat. Ce qui n'empêche pas qu'une sensation générale de malaise puisse devenir une condition d'"anti-climax" pour une interrogation nationale concernant le futur du pays.

Est-ce que la sidération pour Lula et la Présidence-spectacle seraient à son extrême, et entraînerait l'inconscient collectif vers d'autres demandes de perception du succès convenu d'un gouvernement?

La catastrophe aérienne de la TAM, en juillet dernier, a affecté le secteur des services des transports avec le plus grand impact sur l'affluence émergente de la classe moyenne et sur l'opinion publique brésilienne. La mort de 200 personnes, attribuée à la crise générali-

sée des aéroports, mena au sacrifice expiatoire de l'horreur et à la responsabilisation inévitable du président de la République — non point de Lula — et concentrait et faisait déborder le malaise d'une population outrée et meurtrie.

Le discours des journées subséquentes, de pair avec l'association du président à la douleur nationale et le combat résolu de la crise ont calmé l'opinion publique, face à une contamination envisagée du “placet” du “peuple de Lula”. Mais le retour à la normalité ne peut compter sur le maintien indéfini de ces fondements inédits, ni sur ce lien symbolique particulier du vote du pays de la marginalité.

Cet investissement du “peuple de Lula” implique un temps secret et même inconnu dans sa jouissance (Žižek, 2006), qui ne peut être induit par la société installée et sa vision du rationnel, de l'opportun et du logique dans la conduite politique (Santos, 2007). La conscience des démunis serait immune aux actions de contact ou d'interférence des sociétés organiques, des représentations, des groupes de pression et des pédagogies de conscience typiques du marché et de sa fonctionnalité sociale.

POPULARITÉ SAUVAGE ET CONTAMINATION VIRALE

En cette étape du gouvernement Lula, on fait donc face à une contre-position claire des univers de la subjectivité brésilienne entre le pays émergent et sa figuration

spécifique, et le pays installé aux jeux politiques réglés, passé à la mécanique traditionnelle des consensus.

On pourrait se demander de quelle façon ces univers, séparés par la fracture même de la structure coloniale, peuvent encore souffrir un même impact prolongé, en ce début de l'escalade de la marginalité. La popularité sauvage de Lula répondrait d'elle-même à sa permanence et à celle de la présomption de l'incommunicabilité entre les deux subjectivités?

Est-il possible de penser à une action par percussion et non pas par contact effectif entre ces deux représentations nationales? En effet, de par le propre blindage des structures sociales totales et le mode de moulage de leurs perceptions collectives, il n'y aurait pas lieu de penser à une contamination ou à ce que Baudrillard appellerait "le contact 'viral', entre la conscience populaire et l'opinion publique" (Baudrillard, 2007). Mais on ne peut savoir jusqu'où une nouvelle inertie dans la perception du Brésil émergent se rendrait à l'effet de résonance propre aux calamités du genre de celles des deux derniers mois, en rompant les résistances de l'imaginaire du pays de Lula.

Quelles seraient, d'abord, les conditions de résistance à une sidération catastrophique qui permettrait un effet de mimèse, pour s'emparer de cet inconscient collectif, par contrefaçon, et non par contagion, pouvant pousser à un raz de marée de rejet inédit?

Le peuple de Lula résistera plus probablement à l'opinion publique en sortant de son inertie par l'affirmation de nouveaux référentiels, propres à la subjectivité du pays émergent.

Au deuil des catastrophes et des culpabilisations se présentent en contre-point les mises en oeuvre, le bond en avant. Le palier prospectif domine le vindicatif et à cet imaginaire puissant répond, au fond de chacun, la liturgie du président. Il faut assurer l'échelle avant le contenu, où s'est installée l'architecture interne de réception de Lula par son peuple dès l'arrivée au Planalto. Mais peut-on savoir jusqu'où cette identité collective, préservée dans ses opérations symboliques de reconnaissance (Chauí, 2002) va assurer, dans le même régime, les règles du jeu pour sa permanence, ou sa chute, arrivant à un tourbillon de dégats présidentiels?

LE PEUPLE DE LULA VERS UNE NOUVELLE MAÏEUTIQUE AU POUVOIR

Résistant au moralisme, réussissant à se préserver de l'opinion publique, quelle est la prospective que le peuple de Lula offre en renfort direct au président? Par où passe sa vraie médiation identitaire et la praxis de cette présence directe mobilisatrice de l'ouvrier au pouvoir? Pourrait-on penser, dans cette nouvelle émergence, à une vraie maïeutique concernant une deuxième mise à jour de la portée électorale du président, étant reconnue dans

toute son originalité? La percée de Lula, en effet, dépassa les “anti-climax” de la phénoménologie de l’opposition, maintint une fidélité au choix original au niveau d’un horizon sauvage de changement. Mais quelle est la durée intérieure d’une telle attente, comment peut-elle déchoir ou survivre dans l’inconscient social, s’accouder au long délai où se joue l’option, surtout dépourvue des médiations traditionnelles et même de l’imaginaire convenu d’un consensus montant de résultats? Toute cette trajectoire implique nécessairement, à court terme, le niveau des transitions acceptées par le premier mandat, des survies, mais effectivement pas à de nouveaux rapports de force, mondialisés et du nouveau conditionnement extérieur du marché brésilien émergent.

Une telle analyse s’en remettrait à la dynamique croissante par reconnaissance fondatrice et quelques fois encore, mal évaluée, de l’arcane, dans son passé immédiat, de la volonté politique du PT. Elle reflète les caractéristiques sociologiques et institutionnelles de ce début de mobilité, avenante au dernier demi-siècle, dans la vieille structure sociale du sous-développement.

La longue poussée, en effet, persévérerait dans tout le réalisme de sa praxis qu’impliquait, au début du gouvernement, la coexistence avec la mondialisation. Elle fut reconnue, a priori et au plus haut niveau stratégique, avec la nomination de Henrique Meirelles à la Banque Centrale, en manifestation de non rupture du modèle, selon le *fiat* alors assuré par le président. Les Ministère

des finances et de la planification pouvaient maintenir la cohérence de base après l'accès du petisme au Planalto. Le gouvernement prit tous les risques, du point de vue de son identité foncière d'être vu, de cette perspective, comme la simple prorogation du régime précédent "toucan". Mais Lula s'engagea dans un corps-à-corps journalier du changement des autres dimensions du "Pacte de Washington", en s'attaquant aux privatisations du gouvernement Cardoso et à la reprise d'une action accrue de l'État dans l'économie.

AU-DELÀ DES "GAUCHES AU POUVOIR"

C'est ce qui, dans le même temps et dès le début, mena au choc avec la vision orthodoxe de ce que serait une "gauche au pouvoir" selon les avant-gardes de l'intelligentsia du PT. Elle se bercerait dans le contenu utopique qui heurte la teneur praxistique du changement et exaspère la marque foncièrement élitiste, inséparable de la radicalité des consciences ingénues sidérées par la rupture (Vieira Pinto, 1958). Toute cette gamme de fureurs critiques conduisit au propre blâme de "dénaturation" du propos fondateur du PT. La même ingénuité de l'extrémisme allait s'étendre à la visée d'une manipulation "machiavélique" dans cette apparence "conservatrice" du gouvernement Lula.

L'orthodoxie fit face à cette arrivée inédite au Planalto en prônant une alternative sans concession, telle que

demandée par l'horizon théorique du "pétisme" originel. L'impératif grondait, de pair avec la mobilisation et la prise de conscience du parti différent, à l'instance fondatrice de sa prise du Planalto. Elle s'opposerait d'instinct à toute praxis des tensions concrètes et des déceptions du possible.

Le contenu utopique s'adossait, au tout début du gouvernement, sur le soliloque moraliste propre aux oppositions et conduit à la critique de la "démission" du projet de changement social. En effet, la radicalité "pétiste", condamnée à l'exil, ne se permit pas une perception du lest du "que faire" du concret, ou du laminé de thèses à l'intérieur de cette arrivée au pouvoir et à sa tension dialectique. Le pétisme outrancier ne s'ouvrit pas au paliers de sa praxis, telle que celle qui, dans le passé du pays, montrait les fractures internes du Parti communiste dans une comptabilité toujours reprise, entre le maintien de la pureté dans le pouvoir établi et la résignation à un alignement tactique dans le *status quo*.

Le PC du B fut, il y a un demi-siècle, ce cas exemplaire d'assurance du grain de vérité qui reverdit aux branches du tronc original des croyances révolutionnaires du parti. Il bridait les nouveaux bonds en avant, par sa mise en alerte continue devant le trop de ménage avec l'inertie du régime.

LE PSOL ET LE RADICALISME SOUS DÉVELOPPÉ

La clameur pour le radicalisme et l'utopie orpheline au sein de la victoire fulgurante tarde, dans le cas du

PT. Mais elle ne veut, en principe en cas de malheurs de trajectoire, qu'une restauration de son fondamentalisme originel.

Ce ne fut finalement qu'après des tentatives ponctuelles, épisodiques, de vouloir prédominer comme dissension au sein des cadres du PT, de ses conventions et de ses rencontres, que l'impulsion du dogmatisme à outrance mena le groupe réuni autour de l'ex-sénatrice Heloísa Helena à constituer le PSOL (Parti socialiste ouvrier pour la libération), marqué par sa déleste de toute rigueur théorique.

En toute praxis de prise de conscience de l'"autre Brésil", on se heurte à cette attente de changement qui renonce à toute médiation dès le début, au bénéfice de la *Realpolitik*. Elle va jusqu'à nier toute vérité d'intention historique de ses compagnons de route et se voit condamnée, à la fin, à la même teneur moralisante de la litanie des oppositions classiques dans sa lutte pour le pouvoir.

Dans cette même dimension, on ne pourrait que répéter le paradoxe de Saint-Just, suivant lequel l'expression de la "raison tyrannique" s'exile de la "raison dialectique" et de la prise au concret de l'évènementiel. La maturité du gouvernement Lula fait face à cette ambiguïté croissante vis-à-vis du rassemblement objectif de ses opposants. La critique de l'extrême-gauche rencontre le catéchisme de l'inquisition éthique (Sicard, 2006). Elle se maintenait à jeun de toute tentation de compromis quand l'opposition traditionnelle, dans sa grasse inertie, s'em-

barquait encore dans le glissant des pactes d'opportunisme politique.

Tant se renforce le gouvernement Lula, une fois passée la confrontation avec le moralisme et tant le bloc du PSOL se fige dans la condition de "parti nain". D'autre part, et dans le plein de la mouvance, Lula va chercher de nouvelles majorités venant d'autres bannières, pour compenser les vides du petisme originel. Significativement, là-encore, la réduction du parti au Congrès et de sa force électorale stricte n'entraîne pas sa perte relative, dans l'appareil, au cours du deuxième mandat.

L'APPAREIL ET LES NOUVELLES MAJORITÉS

Le nouveau peuplement des cadres en 2007 semble faire face au maintien dans la machine de l'État des membres du parti de la première arrivée à l'Exécutif, dans la quête assoiffée de ses postes. Cet équipage observait une discipline intra-corporative selon une hiérarchie rigoureuse des syndicats ou des mouvements sociaux, en tant qu'échine dorsale de la campagne électorale. Il n'y avait pas, à l'inverse des assauts classiques des partis du *status quo* au gouvernement, un octroi au strict titre des *spoils* ou d'un butin traditionnel de victoires politiques (Faoro, 1973).

En effet, cette mouvance arrivait dans l'appareil en tant que bénéficiaire d'un accès et non de la clientèle. Elle allait se maintenir dans le sein de l'Exécutif com-

me *manu longa* d'une cohésion préalable à la longue marche de l'arrivée au Planalto. Cet apprivoisement se ferait donc à un titre différent de celui de tout nouveau réglage des forces politiques ou du marchandage de la deuxième campagne, ou bien de la formation *ex novo* des majorités émergentes. C'était comme si, moins que "parti différent", le gouvernement répondait au caractère statutaire de cet accès selon les différences que le préalable d'une installation au pouvoir maintenait, au niveau des reconnaissances identitaires et du jeu du nouveau situationnisme établi. On pouvait vraiment parler d'une teneur "corporative" du maintien de ces postes, où le "fait accompli" de l'accès de Lula se dégageait des fortunes menacées du PT.

Cette provision de l'appareil rappelait celle des anciennes élites technocratiques en provenance des gouvernements post-restauration démocratique, comme instances de la neutralité dite "rationnelle". La force politique du PT aux portes du Planalto ne ressortirait pas du parti, dont les loyautés passaient à l'intérieur de telles formations, en arrivant à la somme incommunicable de résultats sans l'évaluation globale d'un tel partage. Il ne se produisait donc aucune métaconscience du PT au pouvoir, dans des jeux d'ensemble pour la mouvance de l'appareil. Une usure de l'inertie immédiate le rongait dans toute sa lourdeur et son remplissage s'assimilait à celui des clientèles du vieux régime.

ALLOCATION ET INTÉGRATION SOCIALE: LA MAÏEUTIQUE ÉMERGENTE

En répondant aux exigences de la marginalité et non aux avantages au sein de la société établie et de ses jeux de somme nulle, le gouvernement Lula a pourvu aux mouvances sociales par des systèmes allocatifs directs, d'accès à la terre pour les démunis ruraux, ou à la gratuité des services de santé et de l'élargissement massif de l'enseignement secondaire et universitaire. Cette poussée se produit sans tension interne avec le régime établi dans une économie de marché et d'emplois. Elle se dirige vers des attentes sociales qui éludent les demandes immédiates de classe, attentes essentiellement allocatives, réglées dans une conscience diffuse, somnambulique. Cette nouvelle dépendance directe vis-à-vis du gouvernement et l'échange de l'emploi contre l'accès ont provoqué la démobilisation sans précédent des mouvements sociaux, faute de toute pression traditionnelle.

Il ne s'agit pas seulement de voir comment la grève est passée des tensions de la société économique à la bureaucratique, devenant un quasi apanage des services publics en bravant toute législation du travail prévue par le système. En effet, le régime allocatif des services sociaux éluda le jeu des pressions, mais écarta à la fois, avec la chute du PT, l'acteur et le destinataire collectif voué à ces négociations, et à son débit public *coram populo*, d'abord supposé par l'arrivée de Lula au Planalto. Au parti revenait l'affublement et les dégâts de cette

première expérience situationniste, vidées dorénavant de toutes autres médiations au seuil du gouvernement.

LULA ACTEUR ET OTAGE DE SON PEUPLE

De retour aux origines, replié sur son instance fondatrice, la praxis de Lula au pouvoir fait face à une nouvelle et véritable maïeutique (Gadamer, 2004), sur le corps identitaire original où seule l'image de Lula s'ordonne comme assurance de résultats et fil conducteur de son aboutissement. Une telle maïeutique s'en remet à ce contrepoint inédit où Lula, est, en même temps, assureur et otage de la poussée qui le mena au Palais. Cette nouvelle délivrance d'une conscience fondatrice se fait par le renvoi aux primes du spectacle du président-ouvrier, au rappel permanent de son origine; au maintien du caractère toujours collectif d'un tel "accomplissement" (Chauí, 2004), qui revient toujours à "ce pays" et jamais au président; au caractère monumental de ce protagonisme identificatoire, qui se veut dans les limites de ce bon sens d'un homme du peuple au pouvoir; de l'évocation continue du contraste entre les "deux pays"; de références à son peuple, à sa confiance et à son accord silencieux, indépendamment des critères technocratiques de l'efficacité d'un gouvernement; d'enracinement au niveau le plus profond de l'inconscient collectif brésilien pour le changement, au souvenir de Vargas et, secondairement, de Kubitschek: à l'émergence du temps social

de l'“autre pays”, dont le gouvernement Lula se fait pédagogie omniprésente.

Cette maïeutique succéderait au premier éveil du peuple de Lula, amené à la vision primordiale du président pourvoyeur de l'arrivée finale, comme de son avancement journalier dans la conscience populaire. Cette solidité renouvelée de Lula cueille, en son moment, la maturité de cette trentaine d'années d'attente par une nouvelle médiation syndicale sortie du “peleguismo” et ensuite du “parti élu”, vers un succès absolument inédit. Il ne s'agit pas d'un *achievement*, au sens classique du concept, mais d'une transposition de la quête à la jouissance (Žižek, 2006), en choc d'anomie fondateur et investiture de l'imaginaire de la marginalité. Le spectacle anticipe la conscience et c'est en vraie fondation politique que le régime d'accès aux services élude aussi toute perception de dépendance assistentielle selon les visions installées.

Il faudrait explorer toutes les strates de cette conscience émergente qui s'octroie de nouvelles marges d'attente; des symbolologies de jouissance ou de ratifications qui n'ont rien de semblable avec les représentations sociales des mécaniques de changement dans les complexes organiques, leurs réactions interactives d'émulation ou de conflit. Le “peuple de Lula” dans son nouveau succès a résisté justement aux visions et aux lectures structurées dans cet autre “temps social”; ses impatiences et son sens spécifique d'*achievement* (Jameson, 2005).

FONDATION ET DIALECTIQUE DE LA MOUVANCE

En effet, non seulement elle dure et elle résiste, cette adhésion à Lula, mais elle s’empare du sentiment perçu et partagé des avantages de “la Bourse-famille” et dans sa dynamique immanente, sa flexibilité budgétaire d’un groupe en dehors de “l’effet de démonstration”. C’est par là même que la dimension économique rentre dans une dialectique d’attente, échappée à toute lecture du pays installé. Une nouvelle perception d’accès se produit, en dehors des scénarios de crise ou d’insatisfaction, où l’accès aux services, indépendamment des revenus, marque ce nouveau pacte social de la mouvance au Brésil de Lula. Tout d’abord, il se renforce par l’affirmation, chaque fois plus exigeante, d’une démocratie politique dans l’appui et l’emploi approfondi de ses institutions (Santos, 2007). Il faudrait parler de l’effet, à longue échéance, d’une conscience populaire née du pari sur le vote libre et obligatoire, effet baliseur d’un vrai subjectivisme civique. Il prit ses racines dans cette initiative politique comme réveil de la conscience d’une marginalité en proie au conformisme, menée par l’état général de ce système, par la pesanteur de son primitivisme économique et par le manque de tout référentiel de perspectives, comme point de repère d’identité et de changement.

Le premier effort entrepris contre cette structure sociale totale pendant la période Vargas se réclamait de l’État-entrepreneur et son rôle critique dans la création

de l'infrastructure brésilienne, ainsi que de ses premières industries de base. Son contrepoint fut la constitution d'un vrai salarié et une première répartition du revenu national, obtenu en marge de n'importe quelle pression sociale effective que définit le régime classique du "peleguismo" (Weffort, 1977), le prolétariat valet de ces premières organisations syndicales.

L'avènement de Lula représenta le dépassement de cette dépendance foncière par l'établissement du processus industriel de la grande São Paulo, par l'avènement d'une vraie lutte économique pour le partage de ce revenu, mais surtout par le passage du syndicat au parti politique. En profitant de la conscription obligatoire du vote, le PT entreprit à l'intérieur du Brésil l'érosion du pouvoir politique du *latifundia*, et ce à toute vitesse. En vérité, celui-ci se maintenait souverain tant que les partis ne représentaient que des additions en somme algébrique du même système de pouvoir et face auquel se dressait, pour la première fois, le vote massif et secret avec une "raison d'être", créant le levier d'abat du *status quo* (Mendes, 2004).

La poussée de Lula est née de cette conquête fondatrice et le vote pour le PT s'est maintenu au cours des trois dernières décennies par la continuation de la détermination du corps politique nouveau, en contraste avec l'organisation simplement cyclique de la force politique ne concernant que le renouvellement de ses clientèles. Finalement, l'arrivée au succès de 2002 lui

donna les pouvoirs de ratification de la lutte foncière en possession radicale d'un nouvel imaginaire. Le passage à l'appareil politique a pu compromettre la force du parti, mais non le lien original de la fidélité à Lula. Cette solidarité demeurait la source fondatrice, indépendamment des nouvelles sous-tensions entre les dites attentes corporativo-syndicales dans le butin du pouvoir (Mendes, 2004). On remarquera aussi comment, les mouvements sociaux disparaissaient tant ils étaient engloutis par le système, en manque de pression sociale et comme égarés dans la bureaucratie de l'énorme appareil. Celui-ci ne ferait que s'agrandir par ce profil statutaire, né au repli de l'ancienne clientèle du *status quo* et en partie responsable du surcroît de corruption en vase clos, nourri en son sein.

Comme effet général, la conscience de la poussée ne fut pas heurtée par les dynamiques "corporatives" prélevées au cœur de l'appareil; de même qu'aux limites de la société civile le régime, répondant aux attentes sociales strictes des mouvements en question par un système d'allocations générales, vues comme une mise en marche, indépendamment des comptabilités sociales précises des anciennes rétributions aux clientèles.

Ce n'est cependant que le pays émergent qui parlera de la caution symbolique au président et au pacte prospectif avec ses électeurs. Cet effort au-delà de l'opinion publique se met à la recherche des mouvements sociaux et des syndicats et d'une nouvelle conscience de mobilisation

allant vers des horizons touchés par une longue échéance et par toute une autre perception du changement que celle du pays installé. Une logique d'attente a aussi ses "jeux faits", mais elle mène aux lenteurs et aux patiences de la longue marche du Brésil de la marginalité.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

- CHAUÍ, Marilena (2004). *Mito Fundador e Sociedade Autoritária*. São Paulo, Fundação Perseu Abramo,
- DOS SANTOS, Fabiano (2005). "A Ruína do PT". In: *O País de Lula, e Agora?* Rio de Janeiro, Educam.
- EAGLETON, Terry (2000). *The Idea of Culture*. London, Blackwell.
- FAORO, Raimundo (1973). *Os Donos do Poder — A Formação do Patronato Político Brasileiro*. Porto Alegre, Globo.
- GADAMER, H. G. (2004). *Dialectique de la conscience de soi*. Tome 3. *Oeuvres Complètes — Esquisses Herméneutiques*, p. 47-64. Paris, Vrin.
- JAGUARIBE, Helio (2005). "Do Escândalo à Reforma". In: *O País de Lula, e Agora?* Rio de Janeiro, Educam.
- JAMESON, Fredric (2005). *Modernidade singular: Ensaio sobre a Ontologia do Presente*. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.
- LARRETA, Enrique (2005). "A Dupla Crise Brasileira e o Princípio — Esperança Nova para uma Epistemologia". In: *O País de Lula, e Agora*. Rio de Janeiro, Educam.
- LESSA, Renato (2005). "Hay Gobierno?" In: *O País de Lula, e Agora?* Rio de Janeiro, Educam.

- MENDES, Candido (2004). *Une Gauche qui s'éveille*. Paris, Des-cartes.
- . (2004). *Lula depois de Lula*. Rio de Janeiro, Gara-mond.
- . (2005). *Le Brésil de Lula au XXI^{ème} siècle*. Paris, IHEAL, Université Paris III, Sorbonne Nouvelle.
- . (2005). “Esperança e Projeto Brasileiro, Ainda”. In: *O País de Lula, e Agora*. Rio de Janeiro, Educam.
- . (2005). *Mas que un voto, una opción*. México, Li-bros Paratodos.
- . (2006). *Lula apesar de Lula*. Rio de Janeiro, Ga-ramond.
- SANTOS, Wanderley Guilherme dos (2007). *O Paradoxo de Rous-seau: Uma Interpretação Democrática da Vontade Geral*. Rio de Janeiro, Rocco.
- SICARD, Didier (2006). *L'Alibé éthique*. Paris, Plon.
- VIEIRA PINTO, Alvaro (1958). *Consciência e Realidade Nacional*. Rio de Janeiro, ISEB.
- Wievorka, Michel (2001). *La Différence*. Paris, Balland.
- WEFFORT, Francisco (1977). *O Populismo na Política Brasileira*. Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- ŽIŽEK, Slavov (2006). “Jouissance a Political Category”. In: *The Parallax View*, p. 300-10. Cambridge, Massachussets, et London, The MIT Press.